

Consultation de la CRE relative à la procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de stockage au RPT dans les zones à gabarit

Réponse de France Hydro Électricité



1. Positionnement général de France Hydro Électricité

France Hydro Électricité représente les producteurs hydroélectriques, incluant des installations de stockage par pompage (STEP), ainsi que des projets hydroélectriques contribuant à la flexibilité du système électrique.

À ce titre, même si peu de projets hydroélectriques sont aujourd'hui directement concernés par les procédures visées dans la présente consultation, France Hydro Électricité considère que :

- les STEP constituent pleinement des moyens de stockage, et relèvent donc, par nature, du champ de réflexion ouvert par la CRE ;
- les règles proposées structurent l'accès futur au réseau pour l'ensemble des solutions de stockage et de flexibilité ;
- leur conception peut avoir des effets différenciés selon les filières et les profils d'acteurs.

France Hydro Électricité souhaite préciser que son analyse ne remet pas en cause le développement de projets de stockage de grande puissance sur le réseau public de transport. Le point d'attention porte sur les modalités d'accès au réseau et sur le risque que certaines règles puissent favoriser, de facto, des stratégies de préemption administrative de la capacité disponible, indépendamment de la maturité réelle ou de l'impact système des projets.

En particulier, ces effets différenciés peuvent se manifester entre des acteurs disposant d'une capacité à multiplier les demandes concurrentes de raccordement et des projets plus territoriaux, multi-usages ou portés par des acteurs de taille petite ou intermédiaire, parmi lesquels figurent de nombreux projets hydroélectriques.

France Hydro Électricité souhaite donc apporter des éléments de contribution, principalement au titre des enjeux de principe, d'équité d'accès au réseau et de reconnaissance des spécificités de l'hydroélectricité.

2. Remarques préalables sur le cadre de la consultation

France Hydro Électricité note que la consultation porte sur le traitement des congestions via le recours aux offres de raccordement optimisées (ORO) à gabarit, reposant sur :

- des limitations ponctuelles à l'injection ou au soutirage,
- définies au cas par cas,

- selon des calendriers horo-saisonnalisés.

Sans remettre en cause ce cadre réglementaire, France Hydro Électricité souhaite rappeler qu'il s'inscrit dans une logique de réglementation des congestions, là où des mécanismes de rémunération des services rendus au système (flexibilité, effacement, modulation) pourraient, à terme, constituer une approche économiquement plus efficiente.

Cette remarque vaut en particulier pour les installations hydroélectriques, dont la capacité de modulation est structurelle et intrinsèque à leur fonctionnement.

Par ailleurs, France Hydro Électricité s'interroge sur la bonne articulation entre réseau public de transport (RPT) et réseau public de distribution (RPD), notamment pour des projets de stockage hydraulique de taille intermédiaire (mini-STEP), qui pourraient relever du réseau de distribution tout en rendant des services similaires au système électrique.

3. Réponses aux questions de la CRE

Question 1 – Limiter la captation de capacité par un nombre restreint d'acteurs

France Hydro Électricité partage l'analyse de la CRE selon laquelle il n'est pas souhaitable qu'un nombre restreint d'acteurs puisse réserver l'essentiel de la capacité disponible dans les zones à gabarit.

Il s'agit d'un enjeu de principe, afin de :

- préserver une diversité d'acteurs,
- éviter des stratégies de préemption,
- garantir un accès effectif au réseau pour des projets portés par des acteurs non dominants, notamment territoriaux.

Cet enjeu ne concerne pas la taille des projets en tant que telle, mais la capacité de certains acteurs à multiplier les demandes de raccordement et à immobiliser des capacités réseau sans lien direct avec la maturité ou la réalisation effective des projets.

Questions 2 et 3 – Plafonnement du nombre de PTF « en première position »

France Hydro Électricité est globalement favorable à des mécanismes visant à éviter une concentration excessive des propositions techniques et financières (PTF) entre les mains d'un nombre limité d'acteurs.

Un plafonnement du nombre de PTF en première position peut contribuer à :

- préserver l'accès au réseau pour des projets portés par des petits et moyens acteurs,
- limiter les effets de volume liés à des stratégies industrielles de portefeuille.

Toutefois, ce type de plafonnement doit être apprécié avec prudence, car il peut produire des effets différenciés selon les filières, et pénaliser indirectement certains projets de stockage hydraulique.

Question 4 – Plafonnement en puissance plutôt qu’en nombre de PTF

France Hydro Électricité considère que cette question est particulièrement structurante pour la filière hydroélectrique.

Les projets de STEP ou de mini-STEP sont :

- moins nombreux que les projets de batteries,
- souvent plus puissants unitairement,
- et porteurs de services systémiques durables (stockage long, inertie, services réseau, contribution à la résilience du système, multi-usages).

Un plafonnement fondé uniquement sur le nombre de PTF pourrait donc défavoriser mécaniquement ces projets, sans lien avec leur impact réel sur le réseau.

France Hydro Électricité estime qu’une réflexion ne devrait pas opposer nombre et puissance, mais viser des critères plus équilibrés, combinant par exemple le nombre de demandes, la puissance concernée et le degré de maturité des projets, afin de garantir une neutralité technologique et économique et d’éviter tout biais involontaire entre solutions de stockage.

Question 5 – Délai entre envois de PTF concurrentes

France Hydro Électricité n’a pas de remarque particulière sur ce point, qu’elle considère comme secondaire au regard des enjeux structurants d’accès au réseau et de priorisation des projets.

Questions 6 et 7 – Propositions et remarques complémentaires

France Hydro Électricité souhaite profiter de cette consultation pour rappeler la spécificité des STEP et mini-STEP, qui :

- constituent des moyens de stockage éprouvés, à forte durée de vie,
- apportent des services multiples au système électrique et aux territoires,
- s’inscrivent souvent dans des logiques multi-usages (gestion de l’eau, aménagement, résilience),
- sont portées par des acteurs publics ou privés très divers, et non uniquement par de grands groupes industriels.

Ces caractéristiques impliquent des projets rares, fortement territorialisés et structurellement engagés sur le long terme, qui ne s’inscrivent pas dans des logiques de multiplication de demandes de raccordement ou de réservation optionnelle de capacités réseau.

Dans ce contexte, France Hydro Électricité invite la CRE à veiller à ce que les modalités de traitement des demandes de raccordement :

- n’aboutissent pas, même indirectement, à une préférence structurelle pour certaines technologies ou certains profils d’acteurs ;
- tiennent compte de la diversité des solutions de stockage, en particulier hydrauliques ;

- garantissent un accès équitable au réseau pour les projets contribuant durablement à la flexibilité et à la sécurité du système électrique.

4. Conclusion

France Hydro Électricité considère que cette consultation, bien que ciblée sur les installations de stockage raccordées au RPT, soulève des enjeux plus larges pour l'ensemble des solutions de stockage et de flexibilité, dont l'hydroélectricité fait pleinement partie.

À ce titre, elle appelle à une vigilance particulière sur la conception des règles proposées, afin qu'elles favorisent :

- la diversité des acteurs,
- la neutralité technologique,
- et l'émergence de solutions de stockage durables, territoriales et multi-usages, répondant aux besoins de long terme du système électrique.
